



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pole Carrière et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 8 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France

54 avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2025-232_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS CIDF – Beillé

Code AIOT : 0006300517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France implanté Les Mézières 72160 Beillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS Centre Ile-de-France
- Les Mézières 72160 Beillé
- Code AIOT : 0006300517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Pigeon Granulats Centre Île-de-France (PGCIDF) était autorisée à exploiter une carrière et une installation de traitement de matériaux sur les communes de Beillé et Tuffé Val de la Chéronne, dans le département de la Sarthe, au lieu dit « Les Mézières ». Cette exploitation était encadrée par l'arrêté préfectoral (AP) n° DIRCOL 2017-0125 du 28 mars 2017, délivré pour une durée de six ans. L'autorisation étant désormais échue, la société PGCIDF souhaite toutefois maintenir les activités déjà autorisées et exercées sur le site. Une cessation partielle d'activité a été notifiée courant 2024 à la préfecture de la Sarthe.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
2	Dispositions générales ICPE	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
3	Dispositions générales ICPE	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation partielle d'activité notifiée concerne les parcelles d'extraction de matériaux de la carrière. L'inspection constate que ces parcelles n'ont pas fait l'objet de la remise en état prévue sur l'arrêté préfectoral initial pour une vocation finale agricole. Cette cessation n'est pas recevable puisque l'activité de remblayage sur les parcelles concernées doit continuer. L'exploitant doit régulariser la situation administrative du site par le dépôt d'un dossier de sollicitation de régularisation des activités maintenues sur place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état :
Prescription contrôlée : 12.2. Remise en état : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité des fronts de taille ;- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
Constats : L'exploitant n'a pas finalisé la remise en état du site affecté par son activité, compte tenu des

caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état n'a pas été achevée à l'échéance de l'autorisation et l'exploitant n'a pas sollicité de prolongation de l'autorisation d'exploiter pour la finaliser.

Il n'a pas terminé le remblayage des zones d'extraction pour lesquelles une notification de cessation partielle d'activité a été transmise en préfecture de la Sarthe .

Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site n'a pas été réalisée.

L'exploitant a transmis à l'inspection le devis pour la suppression du passage sous la route de la bande passante justifiant de sa volonté de finaliser la remise en état.

L'insertion de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage n'est pas satisfaisante, compte tenu de la vocation ultérieure du site (agricole), le remblayage de l'excavation n'étant pas finalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité, il doit régulariser sa situation administrative

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Dispositions générales ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1

Thème(s) : Situation administrative, champ d'application et opération pour la cessation

Prescription contrôlée :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12. II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable. III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains. IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des

interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité. VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1. VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1.

Constats :

La réhabilitation ou remise en état n'a pas placé les terrains d'assiette dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

La cessation partielle d'activité concerne les parcelles liées à l'extraction des matériaux. L'inspection des installations classées a constaté que la remise en état finale de ces parcelles n'a pas été réalisée dans les conditions indiquées dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral initial. L'exploitant souhaite continuer à réaliser le remblayage non finalisé de la zone extraite. Le retrait des installations et des aménagements à la date des attestations n'étaient pas encore réalisés, ni à la date de la présente inspection. L'exploitant a transmis un devis à l'inspection des installations classées pour le réaménagement de la route communale à l'endroit du passage de la bande transporteuse (démontée et stockée sur une des parcelles de la cessation). Ces travaux seront réalisés courant de l'année à venir. Les attestations concernant la sécurité, les travaux et la mémoire à garder sur le site ne correspondent pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral (ni à celles de l'arrêté ministériel sur la remise en état pour les carrières). La cessation d'activité notifiée au préfet est erronée et n'est donc pas recevable en l'état.

L'exploitant a été informé lors de la visite de la non recevabilité de la notification de mise à l'arrêt parallèle à une continuité d'activité qu'il demande.

Un courrier en ce sens lui sera transmis en parallèle de ce rapport d'inspection ainsi qu'au préfet de la Sarthe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 12 mois

N° 3 : Dispositions générales ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39

Thème(s) : Situation administrative, notification report réhabilitation

Prescription contrôlée :

Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé. Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif ou, dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35, six mois avant la mise à l'arrêt définitif. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement. Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation périodique de la justification du report. L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.

Constats :

L'exploitant n'a pas disposé de la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1.

La notification de cessation d'activité de la carrière située au lieu-dit « les Mézières » à Beillé a été transmise en préfecture de la Sarthe au mois de février 2024. Les attestations de mise en sécurité, travaux et mémoire ont été également transmises en préfecture au mois d'avril 2024. L'autorisation préfectorale est échue depuis le mois de juillet 2023 et il n'y a pas eu de demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter ou de report de la réhabilitation de communiquée en préfecture concernant le délai, alors que l'activité se poursuit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 12 mois